

Economie : nouvelle dégradation de la note souveraine du Gabon en raison de l'incapacité du gouvernement à régler ses dettes

Par Mays Mouissi, analyste économique

Au Gabon l'information est passée sous silence, pourtant elle mérite qu'on s'y attarde. Le 8 juin dernier, l'agence de notation Moody's, l'une des 3 agences de rating les plus puissantes de la planète a dégradé la note de crédit du Gabon. Celle-ci, déjà pas très glorieuse, est passée de B3 dans la catégorie des dettes « hautement spéculative » à Caa1 dans la catégorie des dettes qui présentent un risque substantiel.

Dégradation après dégradation, la note souveraine du Gabon n'est plus qu'à quatre rangs de la note C qui indique un défaut potentiel, ce qui traduirait l'incapacité de l'Etat gabonais à régler ses échéances de dette. Malgré l'appui de plusieurs bailleurs de fonds dont le FMI et la remontée des cours du pétrole, passés de 30 à 80 dollars le baril entre 2016 et 2018, le gouvernement gabonais semble bien en peine d'apurer ses arriérés envers ses créanciers et fournisseurs.

Arriérés gouvernementaux persistants et faiblesses institutionnelles

« La décision de Moody's d'abaisser la notation du Gabon à Caa1 est motivée par des pressions accrues de liquidité du gouvernement et des faiblesses institutionnelles persistantes, soulignées par la persistance des arriérés malgré les engagements du gouvernement à rembourser ses arriérés aux créanciers extérieurs fin 2017 dans le cadre du programme du FMI.

Le gouvernement continue d'avoir des arriérés envers les fournisseurs et les créanciers, y compris les prêteurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que les banques commerciales étrangères. Les arriérés envers les créanciers représentaient environ 2% du PIB fin mars 2018 », indique le [communiqué de l'agence de notation](#) suite à la dégradation de la note de crédit du Gabon.

Sur l'échelle de notation de long terme de Moody's qui comprend 21 niveaux, la nouvelle note de crédit du Gabon le positionne au 17e rang. La perspective négative adossée à la note Caa1 du Gabon renseigne sur le pessimisme de l'agence de notation quant à la capacité du gouvernement à apurer ses arriérés dans des délais courts. La récurrence des incidents de crédit et l'accumulation des arriérés auprès de partenaires interpellent sur la pertinence et l'efficacité des politiques économiques conduites par l'exécutif depuis 2016.

Echelle de notation de l'agence Moody's		
Risque de crédit	Note de long terme	Statut
Très faible  Très élevé	Aaa	Sécurité maximale
	Aa1	Haute qualité
	Aa2	
	Aa3	
	A1	Qualité moyenne supérieure
	A2	
	A3	
	Baa1	Qualité moyenne inférieure
	Baa2	
	Baa3	
	Ba1	Dettes spéculatives
	Ba2	
	Ba3	
	B1	Dettes hautement spéculatives
	B2	
	B3	
	Caa1	Risque substantiel. En mauvaise condition
	Caa2	
	Caa3	
	Ca	Extrêmement spéculatif
	C	Défaut potentiel
mays-mouissi.com		

Echelle de notation de l'agence Moody's

Réduire le train de vie de l'Etat et de rationaliser la dépense publique pour éviter le pire

L'agence de notation Moody's explique les pressions de liquidité auxquelles le Gabon fait face par le fait que le gouvernement disposerait « *d'options de financement limitées face à des besoins de financement importants* ». En d'autres termes, les ressources de l'Etat ne permettent pas de couvrir l'ensemble de ses charges. Les principaux besoins en financement du gouvernement concernent l'acquittement de la dette (principal et intérêts) et les dépenses salariales, les dépenses d'investissement ayant été considérablement réduites.

Dans ce contexte, pour sortir durablement de cette situation délicate, le Gabon doit s'imposer des réformes structurelles et des mesures d'économies pour réduire durablement le train de vie de l'Etat. Sur le plan fiscal, il est urgent d'élargir l'assiette fiscale pour permettre à l'Etat d'accroître ses ressources propres et ainsi mieux faire face à ses obligations. Les solutions aux problèmes de liquidité du Gabon passent indubitablement par une meilleure mobilisation des ressources internes et une réorganisation des services de

l'Etat pour les rendre plus efficace tout en les orientant vers l'atteinte de cet objectif. En outre, la rationalisation des dépenses publiques devient un enjeu majeur pour le pays. Plus que jamais, une stratégie exclusivement basée sur l'efficacité de la dépense publique doit être mise en place et rigoureusement respectée.

L'agence Moody's indique dans sa note qu'elle « *s'attend à ce que les positions budgétaires et de liquidité du gouvernement [gabonais] demeurent difficiles en 2018, ce qui l'empêchera de régler les arriérés de façon substantielle. Les décaissements du FMI et du reste de la communauté internationale, programmés à environ 3% du PIB en 2018 et 2% en 2019, devraient être retardés - peut-être parce que le Gabon n'atteindrait pas l'apurement ciblé des arriérés envers les créanciers extérieurs - D'autres options de financement auraient probablement un coût important compte tenu d'un marché des capitaux régional peu profond.* ».

Pour [éviter que la situation s'aggrave](#) comme le prévoit Moody's, il faut sans plus attendre engager les réformes structurelles dont le Gabon a tant besoin.

Mays Mouissi

Source principale :

- Note de Moody's Investor Service du 8 juin 2018 à la suite de la dégradation de la note souveraine du Gabon